

# Les syndicats... Pour qui? Pour quoi?

Des milliers de travailleurs descendront dans les rues contre le gouvernement Michel. Mais les syndicats devront resserrer les rangs. Les jeunes ne se sentent plus entendus et certains, plus âgés, ne leur font plus confiance.

Texte:  
Nicolas Sohy

Ces prochaines semaines seront chaudes dans les rues. Les syndicats ont annoncé un mois de mai de "mobilisation générale". Pour les 50 ans de Mai 68, ils ne pouvaient pas faire autrement. Vu les politiques menées au fédéral, non plus. Ça commence dès ce lundi 30 avril, avec une grève dans la fonction publique fédérale. La CSC et la CGSP dénoncent le démantèlement de la nomination statutaire, la réforme du régime de congés, la suppression du crédit-maladie... Le lendemain, pour les traditionnels rassemblements du 1<sup>er</sup> Mai, fête du travail, les organisations parleront pensions, libertés syndicales et métiers pénibles.

Enfin, le 16 mai, le front commun manifesterà à Bruxelles. Le patron de la FGTB Robert Vertenueil prédit la présence de "dizaines de milliers de gens". En plein milieu de semaine, cette dernière manifestation en particulier ne laissera personne indifférent. Elle mettra un gros coup de pression sur le gouvernement, convaincra de nombreux travailleurs inquiets du fait que le combat n'est pas perdu et fera grincer les dents de ceux que les grèves agacent. D'autres, moins concernés mais compréhensifs, seront touchés par cette belle soli-

darité visible dans les journaux télévisés.

En Belgique plus qu'ailleurs, les syndicats rassemblent il est vrai beaucoup de monde. Plus de 60 % de la population active est affiliée, soit plus de 3,5 millions d'individus. À titre de comparaison, la France en compte un peu moins pour une démographie six fois plus importante. Dans l'Hexagone, les travailleurs ne soutiennent pas massivement les syndicats même si ces derniers tentent de se réinventer en faisant du crowdfunding ou en diversifiant leurs actions. Une enquête toute fraîche du *Parisien* démontre ainsi que 65 % des actifs en ont une mauvaise opinion. Chez nous, les sondages de ce type sont rares. Selon le plus récent mené par la KUL en 2016, 7 Belges sur 10 pensent que les syndicats sont nécessaires pour défendre leurs droits. Mais une moitié se dit toutefois sceptique quant à l'utilité de certaines actions. Seuls 32 % des Wallons et 14 % des Flamands expriment leur "soutien inconditionnel". En plus, on retrouverait chez nous les regrets énoncés par nos voisins. Pour un sondé sur deux, ces organisations sont trop politisées, pas assez ouvertes au dialogue, éloignées des réalités de terrain, voire carrément démagogiques.

Cela signifie-t-il que les syndicats ont moins de poids qu'on pourrait le croire lorsqu'on les voit défiler? *"Quand on s'affilie, on ne pense pas forcément à la politique des pensions, répond Vaïa Demertzis, spécialiste du Crisp. Dans ce cas précis, les syndicats ont cependant fait un travail d'information important. On remarque une inquiétude générale réelle. S'ils ne sont pas des millions dans les rues, ça ne signifie pas que des millions ne soutiennent pas la cause."*

### **Le mâle blanc en CDI**

Ça ne veut pas dire non plus que tous les travailleurs préparent pancartes et slogans. Quoi qu'en disent les leaders, les troupes ne sont plus

aussi unies qu'elles l'ont été par le passé. Pour au moins deux raisons. Premièrement, le gouvernement Michel accorde moins d'importance à la concertation sociale. Depuis quatre ans, les syndicats rouspètent, mais leurs victoires sont peu nombreuses. Ce manque de résultats suffit à démotiver les affiliés les moins pugnaces. Deuxièmement, ajoute la chercheuse du Crisp, *"les syndicats ont été créés pour défendre les employés masculins blancs en CDI dans une moyenne ou grosse entreprise"*. La réalité du marché est aujourd'hui complètement différente...

Les nouveaux travailleurs en particulier ne se sentiraient plus suffisamment entendus et défendus. Selon la coordinatrice des Jeunes FGFB Angela Sciacchitno, les organisations syndicales ne les mettent pas volontairement de côté, mais ne feraient pas assez d'efforts non plus. *"Elles pensent que tout le monde pourra trouver son compte dans → leur combat. Notre société va vers l'individualisme. Il ne suffit plus de dire aux jeunes que les pensions les concernent. Il faut prouver qu'elles les concernent."*

Si les moins de 30 ans ne soutiennent plus spontanément leurs aînés, l'inverse est tout aussi vrai. Angela Sciacchitno regrette que la génération de tête ne soit pas venue les soutenir en masse lors de la grande manifestation du 27 novembre dernier contre la précarité étudiante. *"Ce qui se joue pour les jeunes aura des répercussions sur les pensions, soutient-elle. La précarisation des premiers emplois, la dégradation des conditions de travail, l'hégémonie des contrats intérimaires... On n'entend pas assez les dirigeants là-dessus."* Elle peine à leur faire entendre raison. Si les Jeunes FGFB sont représentés au niveau de la FGFB wallonne, ce n'est pas le cas au Bureau fédéral, contrairement aux Jeunes Flamands d'ailleurs. *"On est consulté, mais pas à tous les niveaux. Notre maison mère voudrait que les jeunes soient d'emblée solidaires..."*

Sans surprise, ceux qui se sentent abandonnés ne mèneront pas les cortèges syndicaux ces prochaines semaines. Pour autant, tient à préciser la coordinatrice, ils ne les boudent pas. *“Les discours de ras-le-bol émanent plutôt des 40 ou 50 ans. De ceux qui n’ont jamais dû lutter pour leurs droits. C’est la génération d’entre-deux. Nos grands-parents l’ont quasi tous fait. Aujourd’hui, les 15-30 ans doivent à nouveau se battre.”* Les jeunes seraient néanmoins attirés par d’autres formes de mobilisation plus rapides. La structure syndicale bureaucratique qui met du temps à bouger ne leur conviendrait plus...

### **Nouveau syndicat, même combat**

L’influence des partis politiques commence également à agacer. Mohammed Benyaich, ancien délégué à la CGSP, a quitté sa fonction pour créer une nouvelle organisation baptisée Metisp-Protect. Alors membre du PTB, il a été surpris de voir à quel point la direction du parti intervenait dans les décisions syndicales. *“Je me suis demandé si le but de nos actions était de servir le PTB ou les travailleurs”,* dit-il. Metisp-Protect est neutre et accepte toutes les tendances politiques. Son but est de redonner à la base les manettes de la lutte. *“Dans les groupements importants, on ne demande plus l’avis des travailleurs. Ils manquent de transparence dans les décisions. Chez nous, il n’y a pas de hiérarchie bureaucratique. Les affiliés sont ceux qui décident.”*

Actuellement, le tout jeune Metisp-Protect représente 200 personnes. Ce qui n’est rien par rapport aux organisations millionnaires. Mohammed Benyaich ne s’en fait pas. Sa casquette a changé, pas son combat. *“On souhaite combler les manquements des syndicats traditionnels en mettant l’accent sur la défense des métiers du transport, mais aussi, pourquoi pas, les demandeurs d’emploi qui sont les travailleurs de demain.”* Il entend en outre renouveler les straté-

gies d’action en sortant moins facilement dans les rues, surtout quand la justice peut leur obtenir gain de cause. *“Sur le fond des dossiers, on soutient le combat des syndicats traditionnels, notamment contre la réforme des pensions. Tant qu’ils défendront les droits des travailleurs, on les rejoindra.”* Ces temps-ci plus que jamais, l’union est essentielle pour gagner un combat social particulièrement épineux. ✖

# Des affiliés opportunistes

**La plupart des travailleurs se syndicalisent pour bénéficier de certains services. Pas par idéologie.**

**L**ors de leur apparition au XIX<sup>e</sup> siècle, ces organisations étaient apolitiques”, rappelle Francine Bolle, historienne des syndicats à l'ULB. Ce n'est que lorsque les syndicalistes ont compris qu'il fallait voter des lois pour faire avancer leur cause que la barrière avec la politique est devenue poreuse. À l'époque, les travailleurs s'affiliaient dans le mouvement qui venait à leur rencontre, qui les rejoignait sur le plan des idées. Les collectivités chrétiennes ont par exemple été les premières à accueillir les femmes et les immigrés qui jusqu'alors n'étaient pas sur le marché du travail. Depuis, les Belges ne se syndicaliseraient plus par idéologie, mais pour bénéficier de services et de facilités. *“Contrairement aux membres français, les Belges majoritairement ne sont pas dans un syndicalisme militant, mais assurantiel et opportuniste, explique Francine Bolle. S'affilier, c'est pratique pour recevoir ses allocations de chômage ou obtenir des conseils juridiques.”*